

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Valls et les 17 000 croissants

- Politique -

Date de mise en ligne : mercredi 17 juin 2015

Démocratie & Socialisme

« *La loi du marché* » : vous êtes vendeuse, vous avez 50 ans, votre salaire est si bas que vous avez le besoin de récupérer en douce des « bons » d'achat d'un euro destinés aux clients, oubliés par eux et périmés : la direction du supermarché vous surveille, vous coince, vous convoque, vous humilie, et vous vire sans indemnités pour faute grave en dépit de vos 25 ans d'ancienneté. La vendeuse du film avec Vincent Lindon a peu de chances de retrouver du boulot. Elle se suicide. Comme un salarié de Lidl, récemment à Rousset, dans les Bouches-du-Rhône.

La direction d'un autre supermarché veut se débarrasser de ses derniers salariés à « temps pleins » pour les remplacer par des femmes à temps partiels, vulnérables et corvéables. La déléguée syndicale qui résiste se voit accuser de manger un croissant de la veille, démarqué à 1 euro, et la direction demande son licenciement pour vol : l'inspecteur du travail qui refuse, se voit désavoué par le cabinet du ministre qui casse sa décision. Les licenciements abusifs sont décidément trop faciles !

Elle va au Tribunal administratif qui lui donne raison, en vérifiant que c'était un « usage » pour les personnels de manger ces croissants périmés : le patron fait appel, entre temps Macron aura fait voter que gagner au tribunal ne donne pas lieu à indemnité ni réintégration, Valls aura baissé les plafonds des indemnités. Elle aussi, va se retrouver à 55 ans sans boulot, pour un croissant.

En 1995, en Suède, une ministre a dû démissionner pour avoir fait une course de 20 euros avec la carte bancaire de son ministère, sans l'avouer ni régulariser. En 2013, Cahuzac ministre du Budget, proche de Valls, est convaincu de fraude fiscale, sans doute pour plusieurs millions d'euros et doit partir en catastrophe.

Samedi 7 juin 2015, au congrès de Poitiers, trois jours après la hausse du chômage de masse, Manuel Valls se vante de son périple du soir en Falcon vers la « Ligue des champions » à Berlin. Il fanfaronne sur les « grincheux » jaloux de sa vie « people » de Roland Garros à Berlin. Puis il tente de faire croire qu'il va à une réunion - annulée - de l'UEFA, d'autant plus absurde que Platini est à l'Elysée aussitôt après. Platini dit qu'il l'a invité... mais ne paie pas : les 17 000 euros sont de l'argent public. 17 000 croissants d'un coup. 17 000 bons d'achat. Valls bégaie que la présence de ses enfants ne change rien au prix du billet du Falcon puis propose de rembourser, pour eux, 2 500 euros, et s'excuse, « *si c'était à refaire je ne le ferais pas* ».

Tentatives répétées de dissimulations d'abus de biens sociaux ! Mais, pour moins que ça, pour quelques « bons d'achat » périmés et un croissant, les victimes de la politique austère de Valls en meurent. Comment lui, reste-t-il en place ? Et le PS, là, empli d'éthique, ne le passe pas devant sa « Haute autorité » ?